

[texte](#)

[reportage](#)

Synthèse des Assises nationales Valeurs de la république, du bien commun et de l'engagement

Le 13 mars 2017, se sont tenues au Sénat les 1ères Assises nationales sur les valeurs de la République, du bien commun et de l'engagement, avec pour objectif de donner la parole à toutes les personnes engagées dans la construction d'une alliance vertueuse entre le soin et la République. Cette construction renvoie à des valeurs qui s'expriment dans des univers aussi divers que ceux de la médecine, la justice, la sécurité nationale, la protection sociale ou l'éducation. La diversité des acteurs, ceux qui sont dans l'engagement et ceux qui font vivre la réflexion théorique, résonne donc dans la pluralité et la conflictualité des pratiques, comme en ont témoigné les nombreux invités qui ont accepté d'en débattre dans le cadre de cette journée.

Par: Sylvie Favier, Journaliste santé / Espace éthique/IDF /

Publié le : 29 Mars 2017

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)

Poursuivre la réflexion

Prendre soin de la société : à qui la responsabilité ?

Le regard global sur le projet de prendre soin nous apprendra que leur engagement respectif repose et sur un socle de valeurs communes. Bienveillance, vulnérabilité, confiance, intégrité, humilité seront les maîtres-mots de cet échange pour, sur le constat unanime d'une transformation profonde de notre société, forger l'unité dans le respect de la diversité.

L'interrogation sur les valeurs de la République, le sens du bien commun et des

engagements et la perception que la démocratie est menacée conduisent à penser que l'éthique du champ politique est à réinvestir.

Pour éclairer le cheminement au cours de cette journée, **Catherine Ollivet** a rappelé les trois étapes de la démarche intellectuelle de l'engagement : la référence aux textes fondateurs (philosophiques, religieux?) de la valeur de l'homme, la référence à ce qu'exprime la communauté (professionnelle, religieuse?) dans ses publications, et le libre-arbitre.

Elisabeth Zucman a dénoncé le cancer de l'individualisme dont souffrent les hommes, dû à l'effondrement des valeurs de la République et des valeurs personnelles. Les années 90 ont vu la fin d'une époque où les lois n'étaient pas nées de la seule science des énarques mais de la concertation avec les acteurs de terrain. Aujourd'hui, la déshérence du soin résulte de lois éloignées des besoins auxquels elles sont censées répondre.

Les témoignages qui suivent ont montré comment le courage des engagements, la résistance à la banalisation de certaines situations, à l'indifférence et à la barbarie parviennent à contrebalancer les restrictions et les arbitrages qui ne privilégient pas toujours les valeurs de l'éthique.

Valeurs, biens communs, engagement

Il a été rappelé dans un premier temps le caractère constitutif du système de valeurs générales qui sont celles de la République. Ces valeurs « ombrelles » comme les nomme **Paul-Loup Weil Dubuc**, peuvent être morales (bienveillance, empathie, générosité) ou politiques (liberté, égalité, fraternité), mais sont toujours protectrices des valeurs particulières propres à un groupe restreint et par nature évolutives et relatives.

Ni identitaire ni éducative, l'intention qui préside à la réflexion initiée sur les valeurs de la république est de créer un espace de circulation et de confrontation de toutes ces valeurs particulières sans distinction.

Sur une même question, faire dialoguer des points de vue qui se heurtent l'un l'autre parce qu'ils mobilisent des valeurs différentes, parvenir à les faire converger ou s'influencer repose sur un double engagement. Il faut d'abord s'intéresser au contexte dans lequel les valeurs sont défendues, c'est-à-dire admettre leur diversité et leur conflictualité ; il faut ensuite que toutes les personnes soient reconnues, c'est-à-dire s'ouvrir à la pluralité des modes de vie et des cultures.

Le soin comme paradigme éthique et politique

« Le care dévoile le fondement de notre autonomie morale et politique »

Sandra Laugier

Le mouvement de pensée qu'est l'éthique du care entre en résonance avec ces deux règles, avec les transformations de la société et les préoccupations qui les accompagnent. Il introduit dans le champ politique et moral la voix des catégories vulnérables. Il affirme l'importance du soin et de l'attention porté à autrui, ramène l'éthique au niveau de la vie « ordinaire » et aux spécificités des situations et des personnes. Il impose de fait un changement radical de vision de l'organisation sociale et politique en mettant le care au centre de ses priorités.

Prendre soin de la société : quelles valeurs mobiliser ?

La justice relève également d'une logique du care qui repose sur une relation judiciaire affective ? humanité sollicitude, sensibilité à la vulnérabilité d'autrui ? exercée dans la droiture et la cohérence. Toutefois, l'intégration de préoccupations éthiques fondées sur la relation humaine dans l'exercice de l'autorité, avec la distance nécessaire à la qualification des questions de droit, constitue une révolution dans la posture des représentants de l'institution.

Garante des libertés individuelles, la justice repose à la fois sur l'égalité des droits en vertu du principe d'impartialité et sur l'obéissance à la loi : un équilibre protégé par un socle de valeurs qui est le Droit.

Les transformations sociales et la réflexion sur les valeurs de la République qui ont mis en avant l'autonomie et la vulnérabilité (handicap, grand âge, précarisation?) comme valeurs sociales ont été prises en compte par les pouvoirs publics au travers d'une succession de lois et de dispositions. Elles ont conduit logiquement à s'interroger sur la manière dont s'organise l'exercice de la justice - la mission pénale et d'accompagnement des personnes en difficulté, la légitimité de la décision -, au regard de ces transformations.

Anne Caron-Déglise l'affirme, la construction de la relation judiciaire est en marche ; elle se fera par la mobilisation de deux valeurs essentielles : la proximité construite sur la sollicitude et l'intégrité construite sur la rigueur.

La rencontre avec une autre institution, celle de la Défense et avec la protection nationale nous a permis de mesurer les dimensions éthiques auxquelles les médecins sont confrontés dans un registre très particulier de l'exercice de leur métier.

Témoins ou acteurs de situations de violence hors norme, les blessés de guerre sont confrontés à un processus triple : la réparation physique et psychologique, l'appréhension du handicap, et la réappropriation de la place sociale, familiale et professionnelle.

Pour toutes ces raisons, a expliqué **Franck de Montleau**, la médecine militaire porte une attention toute particulière à l'accueil des patients à l'hôpital en tant que sas de sécurité et de réhabilitation, et au suivi ambulatoire car le retour à la vie normale est souvent synonyme d'une mise à l'écart du « terrain » vécue douloureusement.

Pour pallier les difficultés du parcours médical et social des patients et pour une prise en charge globale en collaboration étroite avec les autres acteurs, dont le commandement, une cellule de réadaptation et de réinsertion des blessés en opération a été créée à l'hôpital d'instruction des armées Percy, qui propose une aide personnalisée. Ce travail collectif a ouvert sur des progrès considérables dont, de façon inespérée compte tenu de la spécificité militaire statutairement « apte à servir en tout temps et en tout lieu », la possibilité de réintégrer des blessés de guerre dans le monde de la Défense.

Dupliqué dans les huit hôpitaux militaires du territoire national, ce modèle a également été étendu aux victimes d'attentats terroristes au sein de Percy.

Au-delà de l'engagement personnel des soignants, de leur capacité d'adaptation à la singularité des cas, de la considération et la reconnaissance manifestées aux blessés, le bénéfice de la réflexion sur la question du parcours du soldat blessé réside essentiellement dans le changement de regard porté par l'institution sur les blessures psychiques.

D'avantage habitué à la communication de terrain, **Matthieu Langlois**, en charge d'organiser et coordonner le soutien médical pour l'ensemble du service du RAID, créé pour « servir sans faillir » contre toutes les formes de terrorisme et de criminalité, s'est ouvert grâce à notre Espace Ethique à une réflexion plus à distance. Une démarche qui fait appel à un devoir de vérité et de transparence sur la réalité du terrain, qu'il a souhaité dévoiler dans un ouvrage publié récemment.

Les questions éthiques liées à l'acte terroriste, se rapprochent fortement de la médecine de

guerre.

Avec la prégnance d'images traumatiques d'horreur et la nécessaire maîtrise de l'émotion, les intervenants du RAID ont eux aussi besoin de se reconstruire après des événements tragiques.

A ce titre, le quotidien du médecin du RAID s'articule autour de trois axes forts : la préparation (sélectionner, entraîner pour apprendre à dépasser les émotions et à réagir efficacement), la gestion de la crise (travailler sur l'adaptation), et l'après-crise (progresser et s'améliorer en acceptant ses faiblesses).

Avec une approche de la personne fondée sur la mise en confiance, l'écoute et l'empathie, les intervenants du RAID pratiquent un métier éminemment humain dans lequel l'humilité est la reine des vertus.

Un autre exemple éblouissant de l'inventivité dont on peut faire preuve face à l'adversité, pour reconstituer des valeurs quand tout converge pour les ébranler ou les anéantir nous est donné par le témoignage d'une femme d'exception, elle-même concernée par la maladie orpheline pour laquelle elle se bat.

La maladie de Huntington est une maladie rare, héréditaire, neuro-évolutive, qui touche généralement à l'âge adulte les capacités cérébrales, les facultés motrices, mais aussi l'écriture, l'élocution, la déglutition et la respiration.

L'absence de traitement et l'inéluçabilité de la maladie si la mutation du gène impliqué est avérée par un test génétique, engendrent de graves difficultés psychologiques chez le patient promis à un avenir effroyable, mais heurtent aussi le corps médical forcé à une posture d'humilité devant son impuissance à apporter une réponse thérapeutique à une vérité scientifique.

Le collectif DingDingDong, Institut de co-production de savoir sur la maladie de Huntington, rassemble chercheurs en sciences humaines, médecins, juristes et artistes avec pour objectif de contrer l'angoisse et le désespoir par la co-production d'informations sur la maladie grâce à la mise en commun de la connaissance de chacun, et de transformer cette zone de « non-savoir » en une force susceptible d'enrichir la définition médicale de la maladie et de conduire à des avancées en termes de diagnostic et de prise en charge.

Alice Rivières souligne l'incommensurable bénéfice apporté par les groupes d'entraide dans l'acceptation de la maladie et le développement d'un art de bien vivre sans subir son déclin.

Faire société : communautarisme ou idéal communautaire ?

« L'apprentissage d'un « vivre ensemble » fondé sur la diversité ne va pas sans crainte et tremblement. »

Michel Maffesoli

Notre société a été de tous temps marquée par des renouvellements cycliques. Chaque cycle engendre un décalage dans le mode de pensée et nous sommes tributaires du monde dans lequel nous vivons.

L'énoncé de ces présupposés résume l'origine de la crise sociétale que nous traversons, caractérisée par un passage du JE au NOUS.

La résurgence des tribus, chacun pouvant appartenir à plusieurs d'entre elles, fait émerger l'importance de l'identification plurielle et d'un communautarisme fondateur de la post-modernité.

De nouvelles valeurs caractérisent un idéal communautaire encore en gestation. La société n'est en effet plus constituée d'individus rassemblés par les valeurs de la république « une et

indivisible » du contrat social, mais de personnes issues de la diversité des communautés, la « mosaïque » des tribus.

Le lien social devient émotionnel ; ainsi s'élabore une nouvelle manière d'être.

Ce que s'engager signifie

Le travail accompli auprès des personnes âgées, des pauvres et de l'immigration nous a permis de jeter un regard différent sur des valeurs qui se rejoignent souvent.

Echanger entre générations pour passer d'une image dévalorisée de la vieillesse à une image positive : la longévité ouvre des perspectives fécondes et inventives malgré les difficultés liées à l'accroissement, avec l'âge, des vulnérabilités et des fragilités. Les ordinateurs permettent de franchir bien des frontières, et le « vieillissement durable », caractérisé par le temps et la disponibilité des personnes ne va pas sans aiguïser les curiosités. *« Rassembler pour donner du sens et de l'utilité à l'allongement de la vie »*, c'est le credo de **Marie-France Fuchs** et de l'association qu'elle représente.

Autrement dit, nos personnes âgées loin d'être décadentes, expérimentent une forme de renaissance par le dialogue, la confrontation, l'acceptation de chacun avec ses différences. Car chacun de nous est un représentant de cette société. Et puisque les plus de 60 ans représenteront bientôt plus d'un tiers de la population, il est temps de les intégrer dans un dialogue fertile entre toutes les générations.

Il appartient à chacun d'œuvrer à ce rassemblement d'idées et d'énergies dont l'avenir dépend.

Homme de terrain avant tout, **François Soulage** voit dans le « care » le moyen de mettre en œuvre des principes républicains détournés de leur sens, enfermés que nous sommes dans un réseau de dépendance qui nous interdit de faire des choix en toute liberté et nous contraint à un parcours écrit à l'avance.

L'égalité tient pour acquis que le point de départ est le même pour tous. Alors que c'est plutôt l'équité qui doit présider à nos principes républicains, avec la volonté de se donner les moyens de corriger les inégalités.

La fraternité enfin appelle à une remise en cause pour que les individus aient le droit d'être traités à l'identique les uns des autres, à l'inverse de la solidarité communément pratiquée, non sans une certaine condescendance.

Le care, en tant qu'outil de rétablissement de ces valeurs, constituerait donc un enjeu démocratique essentiel, suggérant la capacité à passer d'une société de l'individu absolu à une société de l'individu comme maillon d'un système de relations.

Issue de l'immigration et témoin de la difficulté à *« s'extraire du poids de l'histoire tout en restant relié à une mémoire »*, **Sihem Habchi** s'est engagée à mettre son appartenance multiculturelle au service d'un militantisme axé principalement sur la visibilité des femmes. Car face aux conflits et aux comportements qui exaltent la différence, c'est la question des femmes qui a permis d'aborder et de comprendre l'enjeu social et politique de la dignité et de la laïcité. Deux concepts remis en question par les transformations récentes de la société, où l'acte républicain de discrimination positive est mis à mal.

A l'avant-garde de la lutte contre la discrimination, la laïcité illustre sans conteste les valeurs fondamentales de la République. Parce qu'elle reconnaît les différences culturelles et religieuses des citoyens et crée les conditions du vivre ensemble dans le respect réciproque, elle est un outil d'apaisement, quand elle n'est pas détournée à des fins de stigmatisation. Le concept de dignité est également malmené : une culture radicale s'opère, qui se manifeste par le refus de la dignité à autrui. L'extrinsèque, dimension de la revendication, a pris le pas sur l'intrinsèque, dimension de l'unité.

Notre société est confrontée à des réalités inédites de violence sociale et religieuse ; une

remise en question s'impose pour retrouver la confiance, créer les conditions pour que chacun porte son projet et trouve son chemin.

Prendre soin de la société : progrès scientifique et enjeux éthiques

Les paradigmes posés par la science aboutissent sans conteste à des vérités utiles pour la société, et le progrès scientifique participe de l'élargissement des libertés. Mais les questions posées par l'éthique se dissocient de celles posées par la déontologie et le médecin, représentant des quatre piliers de l'éthique médicale - autonomie, bienfaisance, non malveillance, justice -, va devoir s'incarner dans la tension entre les différents acteurs d'une société plurielle.

La médecine génomique illustre bien cette dimension : la baisse du coût de séquençage de l'ADN, la puissance des séquenceurs de nouvelle génération, la facilité d'accès aux tests génétiques et la bio-informatique nourrissent largement l'ambition de « la médecine des 4P », qui se veut Prédictive, Préventive, Précise, et Participative. Pourtant, comme l'expérimente **Hervé Chneiweiss**, *« la médecine génomique fait éclater la notion de consentement éclairé et constitue un défi à l'autonomie »*.

Le libre accès aux tests sur Internet, la prédictibilité des maladies par le séquençage, la stratification des patients, la pratique de la pharmaco-génomique, sont autant de défis à l'obligation de consentement et la dimension positive de l'autonomie (la reconnaissance par la charte européenne des droits de l'homme du droit pour chacun à connaître toute information sur sa santé), s'oppose au caractère identifiant des données génétiques.

La question fondamentale concerne évidemment la nature de l'information recherchée au moyen de la génétique. De nombreuses réflexions ont été initiées afin de poursuivre la recherche sans l'entraver la recherche - constitution des bases de données, anonymisation des informations stockées, respect du consentement, génétique prénatale, brevetabilité des gènes - qui opposent le progrès médical à la possible dérive eugénique.

Autant d'interrogations qui mettent en perspective les aspects scientifique et sociologique de la génétique, et imposent de rechercher de nouvelles voies.

Des innovations qui contribuent au soin de la société

Comme l'ont prouvé nos témoins qui vivent au quotidien la grande précarité, l'isolement, la rue, l'innovation se traduit parfois par une grande créativité sociale.

La grande exclusion est une problématique transversale. Loin de se limiter à l'absence de ressources, elle englobe l'environnement climatique, familial, professionnel, amical. La vision que l'on en a de l'extérieur est forcément partielle tant il est difficile de cerner l'expérience de ceux qui vivent dans les rues de nos villes.

Une population de plus en plus nombreuse, avec de plus en plus de femmes et de plus en plus d'affections pulmonaires, mentales? : ce sont les constats qui ont motivé la création d'un institut de la précarité et de l'exclusion sociale, qui s'attache à envisager l'exclusion dans toutes ses dimensions et donc dans une pratique multidisciplinaire, qui allie médecins et travailleurs sociaux dans un but de synergique sanitaire et sociale.

Une dimension particulièrement innovante du travail de « clodologue », tel que se définit **Jacques Hassin** est l'appréhension des signes chez les migrants qui permettent de comprendre la représentation qu'ils ont d'eux-mêmes, de leur corps, leur rapport au temps et à l'espace, et qui sont autant d'indicateurs de leur capacité à s'intégrer ou non.

Le service public représente la responsabilité du politique et le devoir sacré de la Nation vis-à-vis de l'exclusion ; mais nous sommes tous responsables du traitement que l'on inflige aux personnes.

« L'isolement est une nouvelle forme de misère sociale »

Jean-François Serres

Ne compter sur personne parce qu'on ne compte pour personne : les personnes isolées sont en rupture sociale et relationnelle du fait d'une intégration difficile, d'un processus de désinsertion ou simplement de l'avancée en âge.

Reconstruire le lien social, réactiver l'envie pour lutter contre les sentiments d'inutilité et de dépréciation repose sur la mobilisation citoyenne articulée avec le travail social des instances publiques (hébergement d'urgence, réseaux de gérontologie, etc.).

Une problématique centrale de notre société emblématique du continuum entre soin et République.

« Nous sommes tous de misérables merveilles. »

Guillaume Holsteyn

L'initiative du Carillon poursuit un objectif similaire. Fondée sur un réseau de particuliers de tous horizons ? commerçants, entreprises, élus ? son action utilise le levier de la solidarité pour créer à l'échelle des quartiers un esprit de « village » où tout le monde se connaît et où tout le monde a sa place. Cette volonté de poser un cadre rassurant se décline en trois pôles. Le premier, le réseau, s'illustre dans la participation bienveillante des commerces de proximité, qui ouvrent leur porte aux sans-abris et offrent des services non coûteux (aussi basiques que l'accès aux toilettes ou un verre d'eau), la distribution par les associations de maraude ou les mairies de livrets qui recensent ces points d'accueil eux-mêmes identifiés par des pictogrammes.

Le second, la réinsertion, s'illustre dans l'organisation mensuelle par les sans-abris d'événements ouverts inconditionnellement à tous dans les murs des commerçants partenaires, dans la fabrication de biscuits par les sans-abris livrés chez ces commerçants. Des ateliers inversés sont également proposés comme la « soupe impopulaire », cuisinée par les sans-abris à partir d'ingrédients invendus et offerte au grand public.

Le troisième enfin concerne la sensibilisation dans les écoles ou les entreprises.

La finalité de toutes ces démarches est de combattre l'indifférence, source de grande souffrance, tant il est important pour celui qui n'a rien de pouvoir offrir.

Éducation, formation de l'esprit

L'avenir dépend des atouts de départ dont on bénéficie et de la formation reçue.

Force est de constater qu'en dépit d'une orientation massive des jeunes bacheliers vers des filières universitaires, les taux d'échec dans les premiers cycles ou d'abandon sans diplôme font de nombreux laissés pour compte, déçus par la réalité de l'enseignement supérieur dans lequel ils avaient pourtant placé beaucoup d'espoir.

Pourtant, l'université détient la clé de l'avenir. Il faut reconstruire une université puissante et de qualité pour restaurer la confiance, et rendre aux individus la capacité de se tourner vers l'avenir avec optimisme et de contribuer au bien-être collectif.

Monique Canto-Sperber plaide pour un système d'enseignement supérieur différencié, en phase avec le monde d'innovations en constant renouvellement dans lequel nous vivons, qui de plus en plus exigera des changements de trajectoire et de nombreuses réadaptations au

cours de la vie active.

Cette ambition de formation passe par la fluidification du système, avec des passerelles d'une filière à l'autre et appelle à un modèle institutionnel nouveau.

Cultiver le bien commun

Le mandat d'élus implique la représentation des autres, la préoccupation du plus grand nombre et la démocratie.

C'est dans cet esprit que **Christophe Girard**, fort de la richesse culturelle du 4^{ème} arrondissement de Paris dont il est le maire, a souhaité y transposer le concept de Civic Center à l'américaine, afin d'aider à la démocratisation culturelle, de créer une forme de solidarité avec les habitants et de tendre la main aux plus démunis. Tout y est conçu pour répondre de façon différenciée aux demandes et aux besoins.

Ainsi un conseil municipal des enfants donne la parole aux écoliers de 9-10 ans sur des thématiques liées à la vie de leur quartier, des musiciens sont accueillis en résidence à la mairie et des salles sont mises à la disposition de jeunes artistes comme lieu de répétition ou de rencontres avec les résidents de l'arrondissement, des conférences sont organisées sur la santé ou des sujets de société. Les sans-abris sont également accueillis pour de simples pauses et, en hiver, pour dîner et dormir.

Ne laisser personne de côté, c'est aussi le leitmotiv de **Claire Hédon** et d'ATD Quart Monde, fortement engagées dans l'effort de réalisation des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) visant à améliorer les conditions d'existence des pauvres à travers le monde et dans la mise en oeuvre et l'évaluation des indicateurs de mesure de la pauvreté que sont les ODD (Objectifs de Développement Durable) qui en découlent.

L'axe majeur des actions d'ATD Quart-Monde consiste à co-construire une société où les exclus ont voix au chapitre et accèdent à la dignité. Cette action se concrétise dans le croisement des savoirs expérientiels des pauvres, exprimés dans le cadre des Universités Populaires Quart Monde : un lieu d'échange où la vulnérabilité est prise en compte, où les capacités, l'intelligence et la parole sont reconnues et libèrent du sentiment de honte, corollaire de l'exclusion.

S'appuyer sur la capacité des personnes - les faire naître et les cultiver - intéresse aussi naturellement au premier chef l'Education Nationale.

« L'échec de l'éducation scolaire est aussi celui d'un système »

Olivier Barbarant

Le tact que requiert la formation des esprits ne peut trouver sa place dans les débats caricaturaux et outranciers systématiquement provoqués par la notion de bienveillance dans l'éducation. Le terme est en fait entendu/ compris comme le contraire de l'exigence, alors que le principe de base était de ne disqualifier personne, en revenant notamment sur l'évaluation par la note qui pour l'élève représente sa valeur personnelle.

L'institution a conscience de l'urgence d'un changement, mais lequel/vers quoi ?

Dans le débat, les « pédagogues », représentatifs d'une bienveillance laxiste donnant la parole à tous, s'opposent aux « Républicains » pour qui la baisse des exigences conduit au cataclysme.

Les deux ont raison et tort à la fois. La pédagogie n'est rien d'autre que prendre soin de l'instruction. Il ne s'agit pas de jeter aux orties tous les savoirs et toutes les exigences, ni d'opposer une école du savoir à une école du comportement, mais d'adapter un héritage

séculaire à des élèves qui ne sont plus les mêmes qu'avant du point de vue de leur origine et de leurs expériences sociales et qui sont voués à vivre dans un contexte social transformé lui aussi.

L'école commence à mettre en œuvre davantage de pratiques interdisciplinaires ou orales, à prendre en compte des compétences collectives pour que l'enseignement puisse devenir le laboratoire d'une véritable coopération.

Mais sans rejeter le modèle vertical, il conviendra de diversifier les structures et les constructions des savoirs, d'inventer des modèles pédagogiques, de franchir le pas de démarches plus interactives et plus efficaces culturellement, d'en lever les freins que sont la peur des professeurs de laisser la parole aux élèves et la certitude d'être débordés.

Conclusion

Le mot de la fin a été laissé à **Didier Sicard** qui a salué la richesse des interventions et en a résumé la substance :

- La conscience collective de nos manques : notre société a perdu ses valeurs et a un besoin criant de les retrouver
- La conscience des changements de société et l'acceptation de la conflictualité de ses valeurs
- La reconnaissance de la vulnérabilité et de notre hétéronomie
- L'innovation du prendre soin « intelligent » à la portée de toutes les compétences
- La diversité des champs d'application du prendre soin, à l'échelle de la collectivité entière

De quoi nourrir d'autres rencontres qui ne manqueront pas de suivre cette première édition de notre réflexion sur les valeurs de la République, du bien commun et de l'engagement.

Ont participé à ce colloque, animé par **Emmanuel Hirsh**, directeur de l'Espace de réflexion éthique région Ile-de-France, **Sébastien Claeys**, Responsable communication et stratégie de médiation, Espace de réflexion éthique de la région Île-de-France et **Léo Coutellec**, chercheur en épistémologie et éthique des sciences contemporaines, Laboratoire Distalz, Université Paris-Sud Paris-Saclay :

Olivier Barbarant, inspecteur général de l'éducation nationale, groupe Lettres

Monique Canto-Sperber, philosophe, directrice de recherche au CNRS

Anne Caron-Déglise, présidente de chambre à la cour d'appel de Versailles

Hervé Chneiweiss, président du comité d'éthique de l'INSERM, membre du CCNE et du CIB de l'UNESCO

Franck de Montleau, professeur agrégé au Val-de-Grâce, chef du service psychiatrie de l'hôpital d'instruction des armées Percy

Marie-France Fuchs, co-présidente du Conseil scientifique de l'association Old?Up

Christophe Girard, maire du 4^{ème} arrondissement de Paris

Sihem Habchi, directrice activités et CHU, Association Aurore

Claire Hédon, présidente de l'association ATD Quart-Monde

Guillaume Hosteyn, co-fondateur du réseau Le Carillon

Matthieu Langlois, médecin-chef du RAID

Sandra Laugier, professeur de philosophie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Michel Maffesoli, professeur émérite de sociologie, Université de Paris-Sorbonne

Catherine Ollivet, présidente du Collectif Interassociatif sur la santé (CISS) Ile-de-France, de

France Alzheimer 93 et du Conseil d'orientation de l'Espace de réflexion éthique Ile-de-France

Alice Rivières, écrivain, Collectif DindDingDong, Institut de co-production de savoir sur la maladie de Huntington

Jean-François Serres, référent national , membre du Conseil économique, social et environnemental Discussion

Didier Sicard, président d'honneur du comité consultatif national d'éthique

François Soulage, président du collectif Alertes

Paul-Loup Weil-Dubuc, chercheur en éthique et philosophie politique, Espace de réflexion éthique Ile-de-France

Elisabeth Zucman, médecin, présidente d'honneur du Groupe polyhandicap France

- [Page precedente](#)
- Page 1/3
- [Page suivante](#)

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)

Sommaire